

# **Cahier des Clauses**

## **Administratives Particulières**

### **OBJET :**

## **ACQUISITION DE MATERIELS SCIENTIFIQUES POUR LA PLATEFORME AGRORESONANCE**

**INRAE – QUAPA N°0370  
SITE DE THEIX – 63122 SAINT-GENES-CHAMPANELLE**

**COMMUN A TOUS LES LOTS**

#### Administration contractante :

**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET  
L'ENVIRONNEMENT - INRAE**  
Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique  
**Centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône Alpes**  
**F – 63 122 SAINT-GENES-CHAMPANELLE**

#### Ordonnateur Secondaire ::

**Mme La Directrice des Services d'Appui du centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes**

#### Comptable assignataire des paiements :

**M. l'Agent Comptable Secondaire du centre INRAE Clermont-Lyon-Grenoble Auvergne-Rhône-Alpes**  
**Site INRAE Crouël**  
**5 chemin de Beaulieu**  
**63 000 CLERMONT – FERRAND**

## **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ**

### **1-1 Objet**

Le présent marché a pour objet l'acquisition de matériels scientifiques pour la plateforme AgroResonance au bénéfice de l'unité Qualité des Produits Animaux (QUAPA \_ U0370) , **Site INRAE de Theix – 63122 Saint-Genes-Champanelle**.

Il est demandé au candidat de prévoir, pour chacun des lots n° 1 et 2, l'enlèvement de l'ancien matériel actuellement en place sur la plateforme AgroResonance et d'indiquer dans son offre les conditions d'enlèvement, de recyclage et de valorisation du matériel. Il ne s'agit pas d'un rachat de l'ancien matériel mais d'un enlèvement à titre de recyclage. (Critère RSE)

### **1-2 Décomposition en lots**

La présente consultation est décomposée en 3 lots :

- **Lot n°1 : Acquisition d'une console électronique et de l'informatique pour piloter l'imageur IRM 11,7 Tesla**
- **Lot n°2 : Acquisition d'une console électronique et de l'informatique pour piloter le spectromètre RMN vertical 9,4 Tesla**
- **Lot n°3 : Acquisition, installation et mise en service d'une cryosonde RMN adaptée à la tête de rat et compatible avec l'imageur RMN à 11,7 Tesla**

### **1-3 Prestations Supplémentaires Eventuelles Obligatoires (ex Variantes Obligatoires)**

Le présent marché ne fait pas l'objet d'une Prestation Supplémentaire Eventuelles Obligatoire.

### **1-4 Tranches optionnelles**

Le présent marché fait l'objet des tranches optionnelles suivantes :

- **Lot n°1 : Acquisition d'une console électronique et de l'informatique pour piloter l'imageur IRM 11,7 Tesla**
  - *Tranche Optionnelle 1 (TO1) : Contrat de maintenance d'une durée de trois ans à compter du terme de la garantie.*
  - *Tranche Optionnelle 2 (TO2) : Gestion par un échangeur de chaleur unique de la cryogénie de l'aimant et de la cryosonde ainsi que le refroidissement des gradients*
- **Lot n°2 : Acquisition d'une console électronique et de l'informatique pour piloter le spectromètre RMN vertical 9,4 Tesla**
  - *Tranche Optionnelle 1 (TO1) : Contrat de maintenance d'une durée de trois ans à compter du terme de la garantie*
- **Lot n°3 : Acquisition, installation et mise en service d'une cryosonde RMN adaptée à la tête de rat et compatible avec l'imageur RMN à 11,7 Tesla**
  - *Tranche Optionnelle 1 (TO1) : Contrat de maintenance d'une durée de trois ans à compter du terme de la garantie*

## **ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'Acte d'Engagement et ses annexes, constituées du devis du titulaire (annexe 1) et des conditions de garanties (annexe 2), propre à chaque lot,
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières du 27/01/2025,
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières du 27/01/2025, propre à chaque lot
- 4) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG / FCS), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 modifié par l'arrêté du 30 septembre 2021,
- 5) Le mémoire technique détaillé du candidat.

## **ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE**

**3-1** La fourniture sera livrée à INRAE, à l'adresse de l'unité de recherche énoncée à l'article 1 ci-dessus. Le candidat retenu assurera la livraison, l'acheminement du matériel jusqu'aux locaux, raccordement aux attentes et mise en route de l'installation.

**3-2** Le délai de livraison est fixé à **l'article 6 de l'acte d'engagement**.

En tout état de cause, l'admission des matériels ne pourra être postérieure au **31 janvier 2026 pour les lots n° 1 et 2**.

**Pour le lot n° 3**, l'admission des matériels ne pourra être postérieure au **30 novembre 2026**.

**3-3** La livraison sera effectuée aux heures et jours d'ouverture du lieu de livraison en présence d'un représentant INRAE. Le titulaire du marché prendra contact avec l'unité afin de convenir d'un rendez-vous pour la livraison.

INRAE pourra, à la demande du titulaire, apporter son concours aux opérations de déballage et de manutention des pièces lourdes et éventuellement fournira des engins de levage, le titulaire restant toutefois seul responsable de ces opérations.

**3-4** Le titulaire fournit avec chaque matériel, au plus tard à sa livraison et rédigés en français, les manuels d'entretien et d'exploitation du matériel, ainsi que le rapport d'installation dûment visé par le représentant de l'Administration, les conditions de service après-vente et maintenance du titulaire.

**3-5** Les matériels seront installés et mis en service par le titulaire dans les locaux du lieu de livraison en accord avec le représentant de INRAE, dans un délai de 15 jours maximum à compter de leur livraison.

**3-6** Les matériels sont munis d'une plaque d'immatriculation portant le nom du fabricant, le type de l'appareil et son numéro de fabrication. Ils sont conformes aux normes européennes homologuées.

## **ARTICLE 4 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DU MARCHE**

**4-1** Les opérations de vérification des matériels sont effectuées, au sein de l'unité de recherche concernée, par le représentant INRAE en présence du titulaire.

**4-2** Si le premier essai sur les matériels n'est pas satisfaisant, un deuxième essai intervient dans les 15 jours suivant la mise en service des matériels remis en état.

**4-3** Si le deuxième essai sur les matériels n'est pas non plus satisfaisant, INRAE prononce le rejet total des matériels en cause.

Le titulaire doit en assurer le remplacement dans un délai tenant compte de ses possibilités et des nécessités INRAE, sauf si INRAE a décidé de la résiliation du marché s'il considère que le délai fixé est incompatible avec les nécessités du service bénéficiaire.

**4-4** Si l'essai est concluant, un procès-verbal est établi contradictoirement et signé par les deux parties.

**4-5** INRAE notifie sa décision d'admission du matériel au titulaire, conformément à l'article 30 du CCAG/ FCS.

## **ARTICLE 5 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS-INFRACTIONS**

### **5-1 Vérifications**

Les vérifications des interventions et de la qualité des prestations sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 21 du CCAG/FCS.

Ces vérifications ne donnent pas lieu, le cas échéant, à décision d'admission par dérogation aux articles 28.2, 29.2 et 30.1 du CCAG/FCS.

### **5-2 Manquements**

Tout manquement aux clauses et conditions du présent marché donnera lieu à l'application de pénalités comme défini à l'article 7 du présent CCAP.

Les manquements seront constatés par la Personne chargée du suivi technique du marché ou toute autre personne d'INRAE habilitée, sous la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 6 : LE PRIX**

**6-1** Les marchés sont traités à **prix ferme et définitif**.

**6-2** Ce prix comprend l'emballage et le transport du matériel, l'installation, la mise en service du matériel et la formation à l'utilisation de l'appareil et la reprise de l'ancien matériel.

**6-3** Les risques afférents au transport de la fourniture jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

## **ARTICLE 7 : PENALITES**

### **7-1 Pénalités de retard**

#### *7.1.1 Pénalité de livraison*

Par dérogation à l'article 14 du CCAG / FCS, le titulaire encourt des pénalités de retards égales à 1/1000 du montant global du marché, par jour de retard de livraison à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :  $P = V * R / 1\,000$  ; dans laquelle :

**P** = le montant de la pénalité ;

**V** = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

**R** = le nombre de jours de retard

#### *7.1.2 Pénalité d'admission*

Dans l'hypothèse de rejet partiel ou total de la fourniture, par dérogation à l'article 14 du CCAG / FCS, le titulaire encourt des pénalités de retards égales à 1/1000 du montant global du marché, par jour de retard, suivant le cas jusqu'au jour de la mise en service du matériel en état ou remplacé, ou jusqu'au jour de la résiliation du marché.

### **7-2 Pénalités afférentes au travail dissimulé**

Lorsqu'il ne respecte pas ses obligations déclaratives afférentes à la lutte contre le travail dissimulé telles que définies aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité égale à 10 % du montant du marché et ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail. Le pouvoir adjudicateur peut également, en lieu et place de cette pénalité, décider de résilier le marché pour faute sans indemnités.

### **7-3 Plafond des pénalités**

Le plafond général des pénalités applicables au présent marché est égal à 20% du montant global des prestations commandées par INRAE.

## **ARTICLE 8 : ACOMPTE ET AVANCE**

### **8-1 Acompte**

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à un mois. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

### **8-2 Avance**

Le titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions des articles R2191-3 et R2191-7 du décret n°2018-1075 précité, si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf renonciation expresse du titulaire. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial TTC du marché.

Le montant de l'avance est fixé à 10 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une Petite et Moyenne entreprise (PME) au sens de la recommandation de la commission européenne, à savoir qu'elle emploie moins de 250 personnes et que son chiffre d'affaires n'excède pas 50 millions d'euros ou son bilan n'excède pas 43 millions d'euros.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint soixante-cinq pour cent (65%). Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint quatre-vingt pour cent (80 %).

## **ARTICLE 9 : PAIEMENT**

Le paiement sera effectué à la mise en service et à l'admission du matériel par l'unité utilisatrice.

## **ARTICLE 10 : FACTURATION - MANDATEMENT ET PAIEMENT**

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire (RIB joint). Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

## **ARTICLE 11 : GARANTIE DU MATERIEL**

Les équipements seront garantis **24 mois** à compter de la date d'admission du matériel. Le titulaire du marché détaillera les garanties du matériel, **à l'article 7 de l'acte d'engagement**.

#### **ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE**

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

#### **ARTICLE 13 : ASSURANCE**

Le titulaire devra pouvoir justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toutes natures causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendie :

- Par son personnel salarié en activité de travail,
- Par ses matériels d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation,
- Du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise après la livraison du matériel.

#### **ARTICLE 14 : LITIGES**

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend. A défaut, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est seul compétent.

#### **ARTICLE 15 : RESILIATION**

Il sera fait application des articles 38 à 44 du CCAG / FCS.

#### **ARTICLE 16 : DEROGATIONS**

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP n'établit pas la liste des articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé

A Theix, le 27/01/2025